

Zeitschrift: Revue économique Suisse en France
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 77 (1997)
Heft: 1

Artikel: Le Centre de politique de sécurité de Genève
Autor: Woker, Daniel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-889287>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

LE CENTRE DE POLITIQUE DE SÉCURITÉ DE GENÈVE

Fondé le 19 décembre 1995,
le Centre de Politique de Sécurité
de Genève - GCSP
(Geneva Center for Security Policy)

a pour tâche principale
d'offrir une formation
et un entraînement pratique
à des fonctionnaires gouvernementaux
sur le plan de l'application
de la politique de sécurité.



Daniel Woker

Ambassadeur,
Directeur du
Centre de
Politique de
Sécurité,
Genève

AU GCSP politiciens, diplomates et autres experts transmettent leurs connaissances à des collègues envoyés par leur gouvernement en préparation d'une importante fonction en politique de sécurité. Le GCSP comprend également un élément « think-tank » qui se consacre à des recherches dans le domaine de l'application de la politique de sécurité et élabore le matériel didactique pour les programmes de formation du Centre.

Remise du drapeau à Lavey-les-Bains (Suisse)

© EDIPRESSE, LAUSANNE - STUDIO CURCHOD

Le Centre a été mis sur pieds à l'initiative du Département militaire fédéral suisse, dans le cadre de la participation de la Suisse au Partenariat pour la Paix de l'OTAN. Le partenariat est la structure d'accueil de l'Alliance Atlantique pour les pays qui ne peuvent ou ne veulent pas devenir membre à part entière de l'OTAN.

Mieux maîtriser les problèmes de sécurité par le biais d'une collaboration internationale

Les problèmes qui se posent en matière de sécurité et de stabilité internationales sont de plus en plus complexes et leur urgence s'accroît constamment. Les maîtriser ne peut se faire que par le biais d'une collaboration internationale. C'est pourquoi l'accent est mis sur l'intégration des contributions civiles et militaires, nationales et internationales, visant à la gestion des crises et à la résolution des conflits.

Le GCSP est composé d'une équipe permanente d'environ 20 personnes venant principalement des ministères de la défense ou des

Les problèmes qui se posent en matière de sécurité et de stabilité internationales sont de plus en plus complexes et leur urgence s'accroît constamment.

affaires étrangères des pays membres de la Fondation. Cette équipe, que j'ai l'honneur de diriger, est très internationale : un ancien ambassadeur russe, chef de l'équipe soviétique auprès des plus importantes conférences sur le désarmement de l'époque, à côté d'un haut fonctionnaire du Pentagone américain, envoyé par son gouvernement pour deux ans afin de compléter notre faculté permanente. Entre les personnalités ainsi mises à disposition du centre par les pays membres de la Fondation, on trouve aussi un ambassadeur de France, Bernard Garcia, et Klaus Törnudd qui occupait encore très récemment le poste d'ambassadeur de Finlande en France.

Le modèle de la Suisse peut encore servir.

En outre, des orateurs et des experts venant de l'extérieur (environ 150 personnalités par année) complètent l'équipe permanente afin de faire profiter les participants de leur expérience directe et récente dans des domaines d'application de la politique de sécurité.

Un petit pas sur le long chemin de la Suisse vers les structures de sécurité européenne.

Il y a d'abord une constatation générale qui s'impose : le rôle de la Suisse dans le contexte des structures européennes de sécurité est marginal suite à notre politique d'éviter presque tout engagement concret et institutionnel dans ce domaine. Nous ne sommes ni membre de l'Union européenne, où les premiers pas sont franchis vers une Politique Etrangère et de Sécurité Commune (PESC), ni de l'OTAN, qui se dessine aujourd'hui très clairement comme le noyau dur de la sécurité dans l'espace euro-atlantique, de Vancouver à Vladivostok. Nous avons dit non, par la voix du peuple, à un engagement de nos soldats à l'extérieur du pays en tant que casques bleus de l'ONU. La Suisse est, au moins au

niveau étatique, parmi les pays les moins solidaires de l'Occident. Vu sous cet angle, les réactions parfois très violentes de l'étranger, dans le contexte actuel de la politique suisse pendant et immédiatement après la Deuxième Guerre mondiale, ne devraient

pas nous étonner.

La Suisse présente à l'OSCE, mais cela ne suffit pas

Il existe pourtant un domaine de la sécurité en Europe où nous sommes présents depuis le début : le processus dit de Helsinki, c'est-à-dire la Conférence, puis l'Organisation pour la Coopération et la Sécurité en Europe (OSCE). La Suisse a pu d'ailleurs démontrer en 1996, lors de sa présidence, caractérisée par un relatif succès, qu'un pays de sa taille et de son poids peut cependant avoir une influence notable. Les opérations et missions difficiles et délicates en Bosnie et en Tchétchénie en sont un exemple.

Mais cela ne suffit pas. La défense de nos intérêts propres, la paix et la stabilité démocratique en Europe et ailleurs constituent un intérêt éminent pour la Suisse et nous commandent une présence là où les décisions majeures pour notre

Les 13 du GSCP

- La Suisse
- Le Canton de Genève
- La République Fédérale d'Allemagne
- Les Etats-Unis d'Amérique
- L'Autriche
- La Finlande
- La France
- La Hongrie
- La Pologne
- La Fédération de Russie
- La Suède
- La République Tchèque
- L'Ukraine

pays tombent, notamment à l'intérieur des grandes organisations-clés pour la sécurité en Europe. La participation active de la Suisse dans le cadre du Partenariat pour la Paix doit donc être perçue comme un premier pas vers un futur qui ne peut être qu'euro-péen.

Pour nous intégrer pleinement dans les institutions européennes, nous n'avons nullement besoin de rejeter le processus de développement historique qui a fait la Suisse. Au contraire, le modèle de la Suisse, pays pluriculturel et pluriethnique, peut encore servir pour l'avenir. Modèle qui ne peut cependant être repris tel quel mais qui peut générer des idées et des impulsions pour ces institutions. Or, dans les déclarations des partenaires étrangers de la Suisse au vu de notre attitude négative et hésitante dans tous les domaines internationaux, deux termes dominent : étonnement et regrets. Etonnement et regrets que la Suisse se distancie elle-même de l'Europe. Participer aux efforts actuels pour surmonter cet isolement est une aventure et un défi que je relève avec joie et passion. 

Mission

Le Centre de Politique de Sécurité, GSCP, a pour mission :

- l'organisation de cours internationaux de formation en matière de politique de sécurité et dans les domaines apparentés ;
- l'amélioration de la collaboration internationale et la recherche en politique de sécurité, stabilité et paix afin d'approfondir l'échange de connaissances relatives à ces domaines.

Les cours du GSCP 1996/97 (octobre à juin) sont fréquentés par quelque 100 participants venant de plus de 20 pays européens et des Etats-Unis.